

Intervention de Ségolène Royal
le 11 février à Villepinte
devant les secrétaires de section du PS

Je suis heureuse de voir toute la famille de la gauche rassemblée et vous tous et toutes aussi nombreux que je salue. C'est forte de cette unité que je peux m'adresser à tout le peuple français. Votre présence m'y aide. Vous avez senti que le moment serait crucial. Vous me donnez du courage même si je n'en manque pas.

A cet instant, je veux m'adresser à tous les Français, c'est-à-dire à chacun de vous, qui attendez de savoir de quoi demain sera fait.

Je vais vous parler avec gravité.

L'élection présidentielle est le moment clef où se refonde le pacte républicain et où on va décider l'avenir d'au moins deux générations, compte tenu la lourdeur des déficits relevés.

J'ai voulu prendre le temps de vous écouter.

J'ai entendu vos appels, vos craintes, vos détresses, vos révoltes mais aussi vos attentes, vos désirs, vos espérances.

Aujourd'hui, voici venu le jour de vous dire comment j'entends répondre à ces crises qui minent notre société et qui instillent dans ses veines le terrible poison du doute, de la résignation et, parfois, de la colère mais comment aussi permettre à la France de saisir toutes ses chances, et elles sont nombreuses, de libérer tous ses talents, toutes ses énergies.

Vous êtes venus très nombreux dans cette phase de démocratie participative. Plus de 2 millions d'entre vous sont venus, d'une façon ou d'une autre, dire ce qu'ils avaient sur le cœur et que la société politique n'entendait plus. Cette parole que vous avez prise, je vous demande de la garder. A ceux qui ne l'ont pas prise, je demande de la prendre au plus vite. J'ai besoin de vous, de vos intelligences, de vos exigences, de vos générosités pour construire une France qui se ressemble et se rassemble.

Avec moi, plus jamais la politique ne se fera sans vous.

C'est forte de cette phase d'écoute et soucieuse de respecter votre effort pour prendre la parole que je me sens en mesure, aujourd'hui, de vous proposer plus qu'un programme : un pacte d'honneur, un contrat présidentiel, que je propose à tous et à toutes, les plus vulnérables comme les plus forts, ceux qui sont nos partisans depuis toujours et ceux qui ne le sont pas ; car la France a besoin de tous les siens ; elle a besoin de ceux qui vont bien comme de ceux qui décrochent ou qui ont peur de décrocher. Je veux, aujourd'hui, redonner courage et espoir aux plus faibles. Je veux, à tous, dire que le temps de l'imagination et de l'audace est venu. Je n'oublierai personne car, pour que la France se relève, elle a besoin de chacun et de chacune.

J'ai bien dit un pacte d'honneur et de confiance. Car j'ai aussi compris (et je m'en réjouis !) que vous ne croyez plus à la magie des promesses qui n'engagent que ceux qui les reçoivent. Vous ne croyez plus aux engagements d'un jour et à la démagogie. Et c'est pourquoi je veux vous dire la vérité, la difficulté de la tâche qui nous attend, en même temps que ma détermination à l'accomplir avec vous. Nous allons agir ensemble. Nous allons, ensemble, faire que la France se retrouve et que chacun l'aime et se retrouve en elle et accomplisse le changement profond, une autre façon de voir les choses.

Le temps n'est plus aux colmatages ou aux accommodements avec des systèmes qui ne fonctionnent plus.

Il faut tout revoir, tout repenser – et ne craindre ni d'imaginer ni d'inventer.

Il faut entendre et lire, dans les cahiers d'Espérances issus de nos débats participatifs, le cas d'Odile, cette mère célibataire, admirable de courage et de dignité, qui attend un logement depuis 4 ans et raconte sa honte de vivre, avec ses deux filles, dans une chambre de 12 m². Il faut entendre Martine me dire, les yeux secs, le regard fier, mais les larmes dans la voix : *" quand les enfants sont invités à un goûter d'anniversaire, j'invente une excuse pour qu'ils n'y aillent pas parce que je ne peux pas rendre l'invitation "*.

Je faut entendre ce père de famille alsacien que je n'oublierai, moi, jamais : *" je vis le RMI comme une maladie honteuse ; je ne veux pas être un assisté malgré moi ; je ne veux pas que les enfants me voient comme ça "*.

Ou encore, à Roubaix, l'histoire d'Adeline, terrorisée à l'idée de retrouver, après notre débat, un mari violent et dont elle ne sait pas qu'il sera capable, un jour, de la battre à mort, comme le subisse trois femmes par semaine.

Ces cris de détresse silencieuse, ces pauvres vies brisées, ces familles humiliées, ravagées par la misère et l'iniquité, ces destins marqués au sceau d'une malédiction qui ne dit pas son nom – c'est tout cela que j'ai à l'esprit, là, à l'instant de m'adresser à vous et c'est cela qui me donne le désir de me battre, de vaincre et de proposer cette politique d'alternance qui, seule, sera capable de surmonter les crises.

Crise des banlieues : dans les quartiers, le feu couve sous la cendre.

Crise économique, avec les emplois qui se détruisent.

Crise sociale.

Crise éducative.

Crise morale.

Crise écologique.

Crise internationale enfin, sur fond de prolifération nucléaire, de montée des fanatismes et hystéries guerrières.

Pour surmonter ces crises, il faut une nouvelle politique. Pour surmonter ces crises, il faut une France Neuve. Voilà ce que vous m'avez dit. Et voilà ce que j'entends mettre en œuvre.

Comment augmenter les bas salaires si les entreprises ferment ? Comment augmenter les petites retraites si les déficits se creusent ? Comment augmenter l'effort pour l'éducation et la santé lorsque la dette explose ? Telles sont les questions que vous m'avez posées. Mais vous m'avez dit aussi que chaque nouveau droit devait aller de pair avec des devoirs.

Et vous l'avez fait avec une franchise, une lucidité, une volonté de refuser les solutions toutes faites et les fausses promesses des marchands d'illusion, vous l'avez fait avec une rigueur dont je dois vous dire qu'elles m'obligent. Et c'est pourquoi j'ai décidé de vous parler en premier de notre situation économique et, en particulier, du problème de la dette.

La dette publique est devenue insoutenable. Elle représente 64% du PIB et 18 000 euros par Français. Les intérêts qu'elle génère sont devenus à eux seuls la 2ème dépense du budget de la Nation. Le déficit des comptes sociaux a triplé. La sécurité sociale est grevée par plus de 80 milliards de déficit cumulé. Notre appareil productif est affaibli. Notre commerce extérieur affiche un déficit de 30 milliards d'euros. La production industrielle stagne et l'investissement productif des entreprises ne décolle pas. Voilà la France qu'ils nous laissent. Voilà l'état des lieux au sortir de la période qui s'achève.

Et c'est à vous, c'est à moi, c'est à tous les Français qui, à partir d'aujourd'hui nous rejoindront, qu'il appartient de relever le pays.

Je suis convaincue, par exemple, qu'il faut changer, de toute urgence, notre façon même de concevoir la création de valeurs et de richesses. Je suis convaincue qu'un développement durable repose aujourd'hui sur trois piliers (économique, social, environnemental) et que la défaillance d'un seul peut faire crouler le tout. Nous sommes la 5e puissance économique mondiale. Mais nous devons ce rang au travail des Français qui conquièrent des marchés, innovent, prennent des risques et travaillent dur. Et je suis convaincue que nous ne tiendrons durablement ce rang que si nous recréons notre capacité à mobiliser les compétences, à motiver les salariés et à créer, en fait, ce vrai dialogue social qui reste, en France, si terriblement archaïque.

L'inventivité des entrepreneurs doit être reconnue. Mais la dignité du travail doit être respectée et même remise à l'honneur. Avec cette reconnaissance et ce respect, nous réussirons comme l'ont fait Voilà pourquoi je m'engage à tout faire pour que, si je suis élue, un nouvel essor soit donné à la démocratie sociale et au dialogue social constructif qui va avec. Et voilà pourquoi je m'engage, en même temps, à soutenir l'effort des entreprises innovantes et créatrices d'emplois. C'est ce que j'appelle les cercles vertueux.

Je le crois de toute mon âme : nous avons les moyens de relancer la croissance et la machine économique. Je veux réconcilier les Français avec l'entreprise pour sortir la France des déficits et accomplir des progrès sociaux dont nous avons besoin.

J'en ai pris une claire conscience tout au long de ces semaines passées à écouter et observer : nous sommes un pays d'excellence technologique où pas un jour ne passe sans que des hommes et des femmes se lancent pour donner corps à un projet créateur d'activité, de valeur et d'emploi. Eh bien je suis reconnaissante à ces entrepreneurs du risque qu'ils prennent et qui permet de créer, chaque année, les emplois que la mondialisation financière déplace. Je sais gré à ces PME de moins de 250 salariés qui sont plus de 2 millions en France et qui sont nos premières créatrices d'emplois.

Et je m'engage aujourd'hui, devant vous, à tout faire pour soutenir leur effort et pour créer l'environnement dont elles ont besoin et qu'elles méritent.

Je m'engage aussi à faire de la recherche et de l'innovation une des priorités majeures de mon mandat. Je m'engage à augmenter le budget national de recherche-développement de 10 % par an. Sur les 65 milliards d'aide aux entreprises, seuls 5 % sont orientés vers la Recherche et l'innovation, je m'engage à porter cette part à 15%. Par des mesures fiscales, je m'engage à encourager les entreprises à innover et à faciliter, pour cela, leur accès aux financements bancaires. L'Etat soutiendra les pôles de compétitivité qui associent laboratoires et entreprises dans des réseaux d'excellence. Trop de régions attendent aujourd'hui une aide de l'Etat qui ne vient pas ! Eh bien l'Etat, si je suis élue, soutiendra les porteurs de projets, partout où ils se trouveront, en généralisant les Ateliers de la Création.

Je m'engage à ce que les entrepreneurs qui garantissent les emprunts de leur entreprise sur leur patrimoine propre soient sécurisés par un mécanisme de caution mutuelle. Je veux aussi que l'école et l'entreprise se rapprochent.

Je veux que l'entreprise devienne un lieu familier aux jeunes dès l'enseignement secondaire et jusqu'à l'université. Je le veux parce que vous le voulez. Et vous le voulez parce que l'insertion professionnelle de nos enfants et, donc, leur choix de métier et d'avenir en seront facilités.

Les Français, je l'ai également compris, aspirent à voir l'Etat réformer profondément sa gestion pour dégager des économies et donc des marges d'action.

Sans doute cette réforme sera-t-elle, chez nous, plus difficile à mener qu'ailleurs. Car la France, n'est-ce pas, s'est constituée autour de son Etat central ! Car il fut, cet Etat, partie prenante à sa construction, sa puissance, sa grandeur ! Mais nous devons agir.

Nous avons un Etat qui est devenu beaucoup trop lourd. Nous avons trop ministères. Nous avons des ministères qui ont, en dix ans, changé huit fois de périmètres et donc de dénominations avec toutes les dépenses inutiles, toutes les pertes d'efficacité, que cela suppose. Il faut réformer tout cela. Il faut alléger le poids de nos administrations. Il faut les mettre au service des citoyens alors que, trop souvent, les citoyens ont le sentiment d'être le jouet des administrations. Il faut soulager des administrations centrales qui s'épuisent à gérer des personnels répartis sur le territoire et des crédits de toutes sortes.

Il faut en finir avec cette lourdeur de l'Etat central qui engendre toujours plus de textes législatifs ou réglementaires – et des textes qui, bien souvent, sont à la fois illisibles et inutiles. Les fonctionnaires en sont les premières victimes lorsqu'ils s'épuisent en

réunions stériles au lieu de donner l'impulsion et la créativité dont ils sont porteurs et qui sont leur vraie vocation.

Face à cette situation, face à ce gaspillage d'énergie et de substance, je propose : de limiter le nombre de ministères, d'en finir avec l'inflation réglementaire qui nous caractérise trop souvent d'expérimenter à chaque fois pour réformer vraiment d'engager une nouvelle étape de la régionalisation, mettant fin à la ruineuse superposition des compétences. Ce sont les régions qui, par exemple, mettront à niveau les bâtiments et résidences universitaires.

C'est aux régions qu'incombera la tâche de sortir les prisons françaises de l'état honteux où elles se trouvent. Ce sont les régions qui piloteront le service des aides économiques et de la formation professionnelle.

L'Etat, certes, garantira par un fond de " *péréquation* " l'égalité entre les régions qui bénéficieront donc, pour remplir ces nouvelles missions, d'un transfert de ressources. Mais nouvelles missions pour les régions, il y aura. Nouvelles intelligences territoriales, on verra naître. Et tant pis pour ce vieux jacobinisme qui est l'un des démons les plus malins de ce pays ! J'ai la passion du service public. Je sais que les Français sont habités par la même passion. Et, aussi, les fonctionnaires qui ont une conception exigeante de leur mission.

Ensemble, nous allons donner un coup de jeune à cet Etat colbertiste, jacobin, centralisé à l'excès, croulant sous le poids des ans, des bureaucraties inutiles et des réglementations trop complexes. Ensemble, nous allons mettre l'Etat à l'heure de ce désir d'autonomie, de responsabilité civique et de liberté que j'ai senti monter d'un bout à l'autre de la France.

Je veux construire un ordre social et économique juste Le règne sans frein du profit financier est intolérable aux pour l'intérêt général.

Il est insupportable à ceux qui vivent de leur travail et il est dramatique pour ceux qui n'arrivent pas à en vivre. C'est ce cri de colère que j'entends monter de la France qui travaille et de celle qui aimerait travailler. Colère contre les délocalisations qui dévorent l'emploi. Colère contre le fait que 23% des jeunes sont sans emploi, que l'âge du premier emploi n'en finit pas de reculer et que la précarité des contrats se généralise. Colère quand priorité est donnée à la rente et au capital financier et que cela conduit à l'augmentation constante des loyers et du foncier. Colère quand la moitié des salariés du privé touche moins de 1400 euros par mois, que 4 millions de salariés sont payés au Smic au bout de 20 à 30 ans de travail. Colère encore quand on sait qu'il y a 7 millions de pauvres en France qui vivent avec moins de 700 euros par mois, que 2 millions d'enfants sont condamnés à vivre dans la pauvreté et qu'il y a là comme une forme moderne de malédiction et de destin. Les Français, oui, sont en colère face à cela. Et moi, Ségolène Royal, je dis que ce n'est pas juste, c'est le pacte social qui est rompu et que c'est dangereux.

Nous devons refuser cette situation. Nous devons stopper le descenseur social. Comme le criait le père Wreznisky, le fondateur d'ATD Quart Monde, " *c'est l'homme qui crée la misère, c'est l'homme qui peut détruire la misère* ".

Quand, dans un pays comme la France, deux millions de personnes ont recours à l'aide alimentaire, quand on sait qu'il y a, chaque jour, en France, 2000 accidents graves du travail, quand on sait qu'à 35 ans un ouvrier ou un employé a sept ans de moins d'espérance de vie qu'un cadre, quand on sait que 27% des salariés travaillent debout en permanence, que 37% sont exposés à l'inhalation de produits chimiques sur leur lieu de travail, quand on sait que les victimes de l'amiante ne sont toujours pas indemnisées ou qu'un million et demi de personnes se trouvent en situation de surendettement, quand on sait, enfin, que les femmes sont les premières victimes des bas salaires et des petites pensions, que l'écart de salaire avec les hommes est encore de 25%, quand on sait tout cela, on est bien obligé de se dire, et de crier, que, oui, le lien social se délite ; on est bien obligé de se dire et de crier que tout cela est comme une cicatrice sur le corps d'un pays qui a inventé la plus belle devise du monde : " *liberté, égalité, fraternité* " ; et moi, Ségolène Royal, je ne peux pas ne pas m'associer à ce cri, le relayer, lui prêter ma voix et ma volonté.

Vous m'avez dit des choses simples et vraies. Vous m'avez dit vouloir des écarts de revenus moins injustes, une réforme de la fiscalité qui taxe davantage le capital que le travail. Vous m'avez dit vouloir que le travail soit payé à son juste prix. Vous m'avez dit, enfin, vouloir que des solutions à la crise du logement soient trouvées au-delà des éternels discours.

Est-il normal, m'avez-vous dit, que des jeunes travailleurs habitent en caravane et que de petits retraités soient chassés de leur logement faute de pouvoir payer leur loyer ? .

Eh bien je vous ai entendus. Et je n'aurai de cesse, si je suis élue, que de répondre à votre juste colère.

Je propose un pacte présidentiel pour le pouvoir d'achat garanti et la sécurité du logement tout au long de la vie. Je propose (parce que vous avez été nombreux à me dire que les chiffres officiels de la hausse des prix sont inférieurs à la réalité) une réforme de l'indice des prix. Nous utiliserons des indices de prix différents, tenant compte de la réalité des dépenses des ménages pour revaloriser les retraites, le SMIC et les minima sociaux.

Je m'engage à une hausse du SMIC à 1500 € par mois et à une hausse des bas salaires, au dessus du SMIC, qui sera fixée par les partenaires sociaux dès juin 2007 dans le cadre de la conférence sur les salaires. Pour que cette augmentation puisse se faire rapidement, et sans pénaliser les petites entreprises, je m'engage à mettre en place un plan massif de formation professionnelle débouchant sur un système gagnant – gagnant : le salarié sera mieux payé, mieux qualifié et l'entreprise plus performante. Je m'engage, pour les jeunes sans ressources et qui vivent, de plus en plus nombreux, dans la précarité, je m'engage à créer une allocation d'autonomie et d'entrée dans la vie active ; laquelle allocation leur sera versée en contrepartie d'une obligation de formation sérieuse, d'une recherche active d'emploi et, pour les étudiants, d'heures de soutien scolaire auprès d'élèves en difficulté. Je mettrai en place un plan de rattrapage pour les petites retraites, avec une hausse immédiate de 5 % intervenant dès 2007. Le minimum

vieillesse sera versé mensuellement et les retraites de la Sécurité Sociale seront payées au 1er de chaque mois, pour éviter les découverts. Nous procéderons aussi, dès 2007, à une augmentation de 5 % de l'allocation adulte handicapé. Je rétablirai également le programme Handiscol qui a été démantelé pour permettre d'accueillir tous les enfants handicapés dans le sein de l'école.

J'insiste sur la question du logement. Je l'ai souvent dit, vous le savez : tout commence par les familles car, si les familles fonctionnent bien et assument leur devoir d'affection, d'éducation et de surveillance, alors les enfants démarrent dans la vie dans de bonnes conditions.

Eh bien le logement est la condition première d'une vie de famille sécurisée. Et les inégalités criantes dans ce domaine doivent se réduire si l'on veut aider les familles à être ces lieux d'éducation et d'épanouissement des enfants qu'elles doivent être. Il y a les Sans-Domicile-Fixe, naturellement, pour lesquels des solutions d'urgence doivent être trouvées : je propose, à cet égard, de faire obligation à chaque ville de créer une place d'hébergement d'urgence pour 1000 habitants ; je propose une politique d'accompagnement humain permettant à ceux qui ont basculé, travailleurs pauvres, femmes seules, jeunes à la dérive, de se raccrocher à une utilité sociale ; et je rends hommage au travail des associations qui jouent un si grand rôle pour réinsérer ces gens dans l'activité et dans l'emploi. Mais l'urgence ne doit pas faire oublier les autres problèmes de fond. Les scandales les plus criants ne doivent pas occulter le fait que la crise du logement frappe aussi celles et ceux qui travaillent et qui font des efforts pour payer leur loyer.

Je propose, là-dessus, quatre mesures concrètes, bien connues de ceux qui se battent sur ce problème et que j'ai également rencontrés dans le cadre de ces débats participatifs :

1. La construction des 120 000 logements sociaux dont on a besoin et qui, faute d'obéissance à la loi SRU par certaines communes, ne sont pas construits. L'Etat se substituera à la carence de ceux qui s'enferment dans l'égoïsme territorial en lançant lui-même les programmes de logement nécessaires. Il faut cela pour que le droit opposable au logement ne soit pas une promesse électorale ou un vain mot. Il faut cela pour que l'amélioration de la situation des plus démunis ne produise pas l'aggravation de la situation de ceux qui paient leur loyer.
2. La création d'un service public de la caution permettant d'assurer les impayés de loyer et d'éviter les expulsions.
3. La mise en location des nombreux logements vacants spéculatifs. Pour cela seront surtaxés les logements inoccupés depuis plus de deux ans et la possibilité existera pour les communes de procéder à des acquisitions-réquisitions.
4. L'accès à la propriété sera favorisé et encouragé par l'extension des prêts gratuits. Aujourd'hui, les Français aspirent à la propriété de leur logement. Je veux que ce soit possible et que ceux, notamment, qui ont fait l'effort, dans le logement social, de payer leur loyer pendant quinze ans puissent accéder à la propriété.

5. Enfin, avec les Régions, l'Etat aidera à la mise en place d'un programme de logement pour les étudiants et les jeunes travailleurs.

Je serai, aussi, la Présidente du travail pour tous et du métier pour chacun.

Je réhabiliterai la valeur travail. Dans le pacte présidentiel que je vous propose.

Et d'abord, à la base, j'engagerai une lutte sans merci contre le chômage des jeunes, un des plus élevés d'Europe et l'une des sources du découragement, de la révolte contre l'absence de futur et, à la fin, de la délinquance. Tout jeune doit pouvoir sortir du système scolaire et universitaire avec un diplôme : c'est le contrat qu'il faut passer entre la Nation et son école. Pour les 190 000 jeunes qui sortent de l'école ou de l'université sans aucune qualification, je reprends la proposition de Jacques Delors d'ouvrir un chantier d'intérêt national. Aucun jeune, diplômé ou qualifié, ne doit rester au chômage plus de six mois, sans qu'une formation ou un contrat ne lui soit proposé - c'est un droit pour lui et un devoir pour nous. Tout jeune doit pouvoir bénéficier d'une possibilité d'insertion et je propose, à cet effet, de généraliser les bourses et les emplois-tremplins que les Régions ont mis en place, avec un objectif de 500 000 emplois tremplin. L'Etat ouvrira, enfin, un nouveau droit : chaque jeune, à sa majorité, disposera d'un prêt gratuit de 10.000 euros, pour lui permettre de construire son premier projet de vie. Je le dis solennellement à toutes celles et tous ceux qui doutent, qui rencontrent plus de portes fermées que de mains tendues : la France a besoin de vos talents et de votre énergie ; les entreprises et les services publics ont un devoir à remplir à l'égard d'une génération qui représente aussi leur avenir.

Je leur dis aussi qu'à leur âge, on a le droit à l'erreur, que la peur de l'échec ne doit pas paralyser, qu'on apprend et qu'on se renforce aussi dans les difficultés que l'on rencontre : vous devez croire en vous car la France aime ses enfants, tous ses enfants et n'est elle-même que lorsqu'elle lutte contre toutes les formes de discrimination.

Dans l'intérêt des entreprises comme des salariés, dans l'intérêt de la France, je créerai la Sécurité Sociale professionnelle qui garantira, contre une formation et une recherche active d'emploi, une rémunération égale à 90% du dernier salaire perçu afin de permettre, sans drame, la mutation des emplois.

Et pour encourager, enfin, le passage du RMI au travail, je donnerai raison à ceux qui, comme l'association Emmaüs, demandent depuis longtemps la création d'un Revenu de Solidarité Active qui garantira les prestations en un mécanisme unique, durable, et garantissant que quelqu'un qui retrouve un travail ne puisse plus voir ses revenus baisser.

Et puis, n'est-ce pas, tout se tient : emploi, famille, école ? Quand un maillon vient à casser, c'est la chaîne qui se voit fragilisée.
Et c'est l'éducation qui tient tout l'édifice.

C'est pourquoi, avec moi, l'Education, encore l'Education, toujours l'Education, elle sera au cœur de tout et en avant de tout ! L'Ecole est le cœur battant de la République.

L'Ecole est le lieu où se transmettent les savoirs et les valeurs républicaines. L'école est le creuset où se forment les futurs citoyens.

Et l'école, vous me l'avez également dit, traverse une crise profonde.

J'ai entendu le signal d'alarme que lancent beaucoup de parents : l'Ecole tiendra-t-elle demain sa promesse d'égalité des chances ? J'ai entendu le message des enseignants, en première ligne dans ce combat pour l'égalité et, donc, la citoyenneté : face aux difficultés qui s'accumulent, aux violences, aux incivilités qui angoissent, face aux coupes sombres dans les budgets et les emplois, face à un pouvoir d'achat qui semble baisser dans la mesure exacte où croissent les difficultés du métier, comment ne pas être tenté, parfois, de baisser les bras ? A ces enseignants qui se battent en première ligne sur le front de la citoyenneté de demain, je veux dire ceci. Vous serez soutenus, encouragés par la République dans votre mission. Votre place sera mieux reconnue, vos filières de formation encore améliorées si vous en sentez le besoin. Votre droit à l'innovation et à l'expérimentation du travail en équipe sera pleinement reconnu sans que vous ayez à craindre les inspections un peu trop rigides.

Nous créerons un service public d'accueil de la petite enfance. L'obligation scolaire sera fixée à 3 ans et les chances scolaires des enfants en seront accrues. Collège et école devant assurer en son sein, ou dans les quartiers, le soutien scolaire gratuit, nous confierons cette nouvelle mission, comme vous l'avez proposé dans plusieurs débats participatifs, à un corps nouveau de répétiteurs dont la mise en place sera discutée avec l'équipe pédagogique, les associations de parents d'élèves et les élus.

La carte scolaire favorisera la mixité sociale, au lieu de consolider les ghettos. Elle sera redécoupée pour que les secteurs soient plus hétérogènes et que chaque famille ait le choix entre plusieurs établissements. Les gros collèges seront divisés pour ne pas dépasser 600 élèves et ayant eu à nouveau confirmation des brutalités et violences subies par les élèves et les enseignants, un nouveau métier sera créé pour renforcer la discipline et développer massivement le sport et la culture qui sont les meilleurs remparts contre l'agressivité.

L'échec scolaire étant aggravé par la détresse financière et sociale et éducative des familles, je créerai des emplois-parents dans les quartiers comme l'a proposé l'association AC Le Feu et je généraliserai les écoles de parents.

L'allocation de rentrée scolaire sera doublée dès 2007 afin que soit pleinement garantie la gratuité scolaire.

La société de la connaissance exigeant un investissement massif dans l'Université et la recherche, je veillerai à renforcer l'autonomie des universités dans le cadre national et je les encouragerai à se regrouper entre régions pour atteindre une taille comparable à celle des grandes universités du monde.

Je détaillerai, jeudi prochain à Dunkerque et vendredi prochain à Strasbourg, un plan de réformes global concernant l'Education, la Recherche et la Culture.

Vous avez aussi, au cours des débats, beaucoup parlé des insécurités, des désordres et de la violence dans nos villes et à leurs périphéries..

Et de fait, depuis cinq ans, la violence à l'encontre des personnes n'a cessé d'augmenter.

4 millions de personnes ont été agressées verbalement ou physiquement dans la seule année 2005. Le nombre de mineurs mis en cause pour des actes d'atteintes aux personnes a augmenté de 32% depuis 2002, et de 83 % en huit ans. Plus rien ne semble être épargné par cette épidémie de violence : ni l'école, ni les familles, ni les jeunes.

J'ai parlé, déjà, des violences qui frappent les femmes. Permettez-moi d'y revenir. Car ce thème est revenu, dans nos débats, avec une terrible insistance. Et je dois avouer que j'y suis moi-même, en tant que femme, particulièrement sensible. Une femme sur dix est victime de violences conjugales. En 2004, chaque semaine, trois femmes ont été tuées par leur conjoint. Les violences, abandons, mauvais traitements d'enfants ont augmenté de 34% depuis 2002. Je veux vous le dire aujourd'hui : la première loi votée par le prochain parlement sera, je l'espère, une loi efficace contre les violences faites aux femmes.

J'ai parlé aussi de cette autre forme de violence, de cette violence douce et à peine visible, qu'est l'inégalité devant l'accès aux soins. Permettez-moi d'y insister aussi. Car enfin est-il normal que des quartiers entiers, des zones rurales, n'aient plus de médecin généraliste ? Est-il normal que trouver une prise en charge pour une personne âgée dépendante relève souvent, aujourd'hui, de l'exploit ? Est-il normal, est-il acceptable, qu'il n'y ait pratiquement plus, en France, de structures de santé de proximité ? Non, cela n'est pas normal. Non, cela n'est pas acceptable. Oui, vous êtes nombreux, très nombreux, à vivre cet état de fait comme une violence faite aux plus faibles, une brutalité terrible à l'endroit des plus modestes. Et c'est pourquoi, après vous avoir écouté, je souhaite mettre en oeuvre une politique de santé publique notamment axée sur la création d'une nouvelle génération de dispensaires en milieu rural et dans les quartiers urbains sensibles.

Et puis, il y a la violence dans les quartiers... Où en sont-ils, les quartiers, un an après les émeutes ? Est-ce parce qu'on les entend moins, est-ce parce que la machine à images a cessé de s'intéresser à eux et de concentrer sur eux son faisceau de lumière, que le problème est résolu ? Et quelles réponses ont-elles été données aux appels à la justice, à l'égalité des chances, à la sécurité, qui se sont exprimés, aussi, avec une telle exaspération ? A-t-on porté remède au précaire ? à l'insécurité sociale ? aux discriminations ? à la désertion des services publics ? au chômage des jeunes ? Non, hélas.

Rien, ou presque rien, n'a été fait. Or chacun sait que, si rien n'est fait, les mêmes causes produiront les mêmes effets et ce que la France a connu hier ne sera rien en comparaison de ce qu'elle connaîtra demain. Il y aura des émeutes d'une violence extrême, et qui ne seront plus limitées aux seuls quartiers dits sensibles. Il y aura des gestes de désespoir radical, des actes de nihilisme sans pareil, qui laisseront les pouvoirs publics sans ressource et sans voix. La France entrera en crise. Et c'est tout le lien social qui, de proche en proche, menacera de craquer. Il y a urgence. J'ai la ferme volonté

d'empoigner ce problème à bras le corps. Écoutons là encore, les propositions et les attentes de ceux qui agissent tous les jours sur le terrain.

Mettre les parents devant leur responsabilité pour assumer leur rôle, tout leur rôle. Aider les mamans seules, débordées par les pré-adolescents, à se regrouper pour encadrer leurs enfants et bénéficier pour cela d'emplois parents.

La bataille pour l'emploi des jeunes de quartier doit se gagner.

Renforcer les procédures de l'encadrement scolaire et créer partout des mini-internats urbains, pour les jeunes qui ont décroché de l'école, imaginer une école de la deuxième chance avec de la culture, du sport, des voyages éducatifs, du travail solidaire.

Soutenir les associations, les élus de terrain, les travailleurs sociaux qui savent mieux que personne, pour les vivre, où sont les bonnes solutions.

A la première incartade, répondre par une sanction ferme, rapide et proportionnée, je dis bien proportionnée, alors que, trop souvent, le premier délit n'est pas sanctionné par une justice débordée qui manque de moyens ; ou alors, à l'inverse, on frappe trop lourdement des mineurs qui, en dehors des cas d'atteintes graves aux personnes, n'ont pas leur place en prison et en ressortent à 70% récidivistes et développer toutes les formes d'encadrement y compris militaire dans des chantiers humanitaires.

Créer des polices de quartier pour remplacer cette proximité hélas supprimée et renforcer les moyens de la justice des mineurs.

Mais il faut aussi : entendre le malaise que cette violence exprime, y remédier sur la longue durée, ne pas traiter les délinquants comme des sauvages ou des barbares. Je ne veux pas de cette société toujours plus violente où, comme me l'a dit l'un d'entre vous lors d'un débat, *" une bonne partie des violences est engendrée par le manque de considération envers certains jeunes. Ils ne se sentent pas utiles à la Nation et ont, de ce fait, l'impression que la Nation ne fait rien pour eux, et donc, qu'ils ne lui doivent rien "*. Je ne veux pas de cette société du *" tous contre tous "*, cette société du *" chacun pour soi "*. Je veux que la France aime sa jeunesse et exerce sur elle une juste autorité pour lui permettre de grandir.

Je ne veux pas, moi, d'un projet où la jeunesse est infantilisée, considérée comme une charge, voire une menace ou un danger. Car une société qui a peur de sa jeunesse est une société qui n'a plus confiance en elle et qui manque à son devoir d'hospitalité à l'égard de la génération suivante. Je veux une société qui fait confiance aux jeunes. Je pense qu'un ordre n'est pas juste, qui considère les enfants de la République inégaux en droits tout en leur imposant les mêmes devoirs. Je crois qu'un pays est malade quand, ressuscitant le fantasme du XIX^{ème} siècle des fameuses *" classes dangereuses "*, il devient sourd au cri de souffrance qui monte, qu'on le veuille ou non, des quartiers difficiles ou sensibles. Et je ne peux pas me résoudre à cette souffrance. Et je ne peux pas imaginer qu'il suffise d'envoyer des bataillons de police ou de gendarmerie.

Et je ne peux pas me faire à l'idée qu'il y ait deux jeunessees : l'une qui serait vouée à la réussite et l'autre condamnée à l'échec ou, pire, à la violence brute parce qu'au départ il

n'y a pas les mêmes chances et qu'on n'a pas su encadrer à temps les enfants et les faire réussir à l'école comme le dit très bien Kerry James.

J'aurai prochainement l'occasion de dire avec plus de précisions en appui sur les associations, AC Le Feu, Parlement des Banlieues, dans les Banlieues ce que demain l'Etat fera.

Je sais que je réussirai à trouver des solutions et à empêcher de nouvelles explosions. Parce qu'au plus profond de moi, si je suis présidente de la République, je veux réaliser pour chaque enfant né ici ce que j'ai voulu pour mes propres enfants.

Je veux une nouvelle donne avec tous les jeunes de France. Mais quand j'entends Karim, de Toulon, m'expliquer qu'il ne comprend pas pourquoi il doit subir, plusieurs fois par jour, les contrôles d'identité, je me dis qu'il n'exprime pas si mal que cela cette part du mal français qui le touche et qu'il m'incombera, avec vous tous, de traiter ! .
Je veux lutter farouchement contre les discriminations et les humiliations.

Je veux une France qui s'accepte telle qu'elle est devenue et qui considère même que c'est une chance d'être désormais ainsi : riche d'histoires diverses, colorée, métissée.

Je veux une France qui reconnaisse comme ses enfants légitimes tous ceux dont les familles sont venues d'ailleurs et qui sont aujourd'hui des Français à part entière et dont les parents et les grands parents ont donné leur vie pour nos libertés.

Du fond du cœur, je vous le redis : la France a besoin de vous ; vous êtes la chance de la France ; je veux une France qui vous écoute, une France qui vous comprenne et une France qui, en même temps, soit exigeante envers vous. Je veux une France qui entende ce que lui dit Diam's dans *" Ma France à moi " : " Il ne faut pas croire qu'on la déteste, mais elle nous ment (...). Ma France à moi leur tiendra tête jusqu'à ce qu'ils nous respectent "*. Je ne veux plus entendre parler de deuxième, troisième ou quatrième génération pour certains enfants d'immigrés alors qu'on ne le fait jamais pour ceux dont les familles sont originaires d'Europe.

J'ai entendu aussi les graves problèmes de santé des jeunes. Et ce désarroi me paraît totalement inconcevable dans un pays comme le nôtre.

Je propose la gratuité totale des soins pour les moins de 16 ans. Je propose la mise en œuvre d'une carte santé jeune 16/25 ans. Je souhaite que la contraception soit gratuite pour les jeunes femmes de moins de 25 ans afin de lutter contre les grossesses précoces. Je propose de renforcer les moyens de la médecine scolaire et universitaire. Toutes ces actions entraîneront des économies dans les dépenses de santé car la prévention dès le plus jeune âge est très efficace.

C'est sur les jeunes aussi que je compte pour protéger la planète car c'est pour vous et la génération qui vient que nous devons agir.

Je veux faire de la France le pays de l'excellence environnementale. C'est pour moi une conviction profonde et ancienne qui remonte à mon enfance rurale et consolidée dans mon action de Ministre de l'environnement.

Vous ne voulez plus, et moi non plus, de cette irresponsabilité qui détruit la planète, qui laisse la biodiversité s'épuiser, qui ne prépare pas l'après-pétrole. Vous m'avez fait part de vos alarmes. Vous avez raison. Le réchauffement planétaire est une menace sur le monde et sur la paix : déplacement massif de populations, accès à l'eau potable. Je ferai de cette cause une grande cause nationale pour la France.

J'engagerai la France dans la voie de l'excellence environnementale comme cela n'a jamais été fait. 100 000 emplois, non délocalisables peuvent être créés. Un investissement massif dans l'environnement conduira à développer de nouveaux métiers, de nouvelles compétences, Dans le domaine du bâtiment, des transports, de l'agriculture, l'essor des éco-produits et des éco-procédés sera un moteur de l'activité et de la croissance durable. Tout comme les bio-carburants pouvant créer de nouveaux emplois.

Le défi environnemental doit être vu comme une chance. A condition d'anticiper plutôt que subir les mutations. Là aussi, il y a deux logiques : celle du laissez-faire, du libéralisme, qui vise le profit immédiat et nous prépare au pire. Ou celle de la volonté, qui relève les défis, pour laisser à nos enfants une planète vivable et qui applique le principe pollueur-payeur, empêche la destruction de biens collectifs publics.

Je vous propose : un plan de développement massif des énergies renouvelables pour qu'elles représentent 20 % de la consommation d'énergie en 2020, ce qui permettra de réduire la part du nucléaire ; ce plan de développement national s'appuiera sur une politique commune européenne de l'énergie ; une fiscalité écologique qui encourage les bonnes pratiques ; de favoriser les économies d'énergie dans le logement. Tout permis de construire devra intégrer les énergies renouvelables.

J'ai développé tous ces sujets à Montluçon avec un plan d'action très précis.

Une agriculture assurant une alimentation de qualité et respectant l'environnement est aussi à notre portée.

Nous pouvons surmonter la crise de confiance entre nos concitoyens et leur agriculture, née des crises alimentaires et des abus d'engrais et de pesticides. Je veux redonner aux agriculteurs la fierté de leur métier Il faut aujourd'hui produire autrement : la qualité doit primer sur la quantité ; l'environnement doit être respecté et les paysages préservés et ceux qui font ces efforts doivent recevoir davantage d'aide car ils agissent pour l'intérêt général.

Je proposerai à nos partenaires une refondation de la politique agricole commune pour réorienter les aides vers le développement rural, en modulant les primes et en assurant leur transparence.

Cette réorientation de la PAC doit permettre à l'Europe de se nourrir par elle-même et aux paysans de vivre dignement de leur travail tout en maintenant nos identités rurales vivantes. De nouveaux emplois et une nouvelle fierté rurale sera développée grâce aux biocarburants et à la valorisation de la biomasse, au développement de la filière bois et de la bio construction.

Pour mettre en œuvre toutes ces réformes, nous avons besoin d'institutions impartiales,

qui fonctionnent et qui répondent aux besoins de notre temps. C'est pourquoi je vous propose une République Nouvelle.

Des réformes profondes doivent être faites pour moderniser les institutions.

Du côté du parlement et de la démocratie représentative, le mandat unique sera instauré, le Sénat réformé, le pouvoir de contrôle du Parlement sera renforcé et le 49.3 supprimé.

Je veux aussi que l'opposition soit respectée même si cela n'a guère été le cas au cours de ces cinq dernières années.

Pour rééquilibrer le rôle de la majorité et de l'opposition, et pour permettre un dialogue constructif au sein du pays, la présidence de la commission des finances de l'Assemblée Nationale sera confié à un député de l'opposition.

Démocratie participative : les citoyens pourront faire examiner par le Parlement une proposition de loi qui aura recueilli 1 million de signatures. Le développement des jurys de citoyens et des budgets participatifs sera encouragé et le référendum d'initiative populaire instauré.

Démocratie sociale : pour faciliter le développement d'un syndicalisme beaucoup plus représentatif, un crédit d'impôt sera accordé pour les cotisations syndicales. La représentativité sera fondée sur l'élection et le principe majoritaire mis en œuvre pour les accords sociaux. Je veux que la France se modernise dans la qualité de ses relations sociales. Tout le monde doit y gagner, entreprises, salariés et avec le pays tout entier dans une logique de cercle vertueux qui met fin aux logiques d'affrontement et qui permet des compromis sociaux qui nous permettront d'être plus forts.

Dans les 6 mois qui suivront l'élection présidentielle, je consulterai le peuple français sur ces propositions de réformes démocratiques de nos institutions.

Outre-mers : je me suis rendue à La Réunion, en Martinique, en Guadeloupe et je n'oublie pas les autres outre-mer dont la culture, me le rappelait Aimé Césaire, est aussi la nôtre.

Je veux une République, de la reconnaissance et de la responsabilité. Et des politiques publiques qui tiennent compte de leur identité, de leur diversité et des problèmes de la continuité territoriale.

L'histoire des outre-mers n'est pas périphérique : c'est notre histoire commune.

L'esclavage et la colonisation en font partie et doivent trouver toute leur place dans nos programmes scolaires ainsi que les grandes œuvres littéraires et historiques, Louis Delgresse, Frantz Fanon, La Mulâtresse Solitude, Aimé Césaire.

Je veux que la France revienne à la table de l'Europe et je ferai tout pour cela.

L'Europe doit rester la grande ambition et la grande réalisation du XXIème siècle. Je sais que vous le voulez comme moi. Mais, je sais aussi que, comme moi, vous ne voulez pas

n'importe quelle Europe, vous me l'avez dit dans les débats. Je ne veux pas d'une Europe qui ne serait qu'une zone de libre échange adossée à l'OTAN. Je veux encore moins d'une Europe de tous contre tous où le dumping fiscal et social remplace la solidarité, et dans laquelle la concurrence sert de projet de société. L'Europe que je veux doit élever le niveau de tous les pays et de chaque individu, et non les abaisser.

L'Europe doit se fixer comme objectif une croissance dynamique et créatrice d'emplois. Je veux relancer des politiques communes sur les enjeux majeurs que nous affrontons. En Europe, comme en France, la croissance naîtra de l'investissement dans la recherche, dans l'innovation, dans les énergies renouvelables, dans les transports.

L'Europe doit se battre aussi pour une politique industrielle, à l'instar de ce que font les Etats-Unis et les grands pays émergents. L'Europe ne doit plus s'abandonner au seul dogme de la concurrence. Airbus n'aurait pu être lancé si la doctrine actuelle de l'Europe avait été applicable en 1970...

Pour réussir cela, les outils actuels ne sont pas adaptés. La croissance et l'emploi doivent être inscrits dans les statuts de la Banque centrale européenne. Il faut mettre en place un gouvernement économique de la zone euro " pour une politique de croissance coordonnée

Le Pacte de stabilité ne doit pas servir à freiner la croissance mais à la stimuler. Je propose de sortir du chiffrage du déficit les dépenses consacrées à la recherche et à l'innovation.

Nous accumulons un retard très inquiétant qui risque d'être ravageur, face à l'Inde et à la Chine. Il est temps, j'allais dire, de passer aux choses sérieuses.

Je veux une Europe qui protège ses citoyens et les aide à tirer profit de la mondialisation. Il n'est pas supportable de voir des entreprises faisant des bénéfices délocaliser leur production. L'Europe doit se protéger et nous protéger. Avec moi elle fera reconnaître le respect des normes sociales et environnementales dans toutes les négociations de l'OMC.

La concurrence déloyale est encore moins supportable à l'intérieur de l'Europe. Je proposerai l'instauration de taux planchers en matière d'impôt sur les sociétés pour freiner les délocalisations fiscales.

De même, je proposerai à nos partenaires la négociation d'un protocole social pour renforcer les droits des travailleurs.

L'Europe devra s'atteler au dialogue avec la Méditerranée et mettre enfin en place des politiques de co-développement.

C'est la meilleure façon d'endiguer l'immigration illégale et lutter contre les mafias qui l'organisent. Décourager les migrations de la misère, c'est soutenir le développement des pays pauvres, en réduisant les écarts entre Nord et Sud. C'est notre devoir.

Le co-développement sera donc mon objectif. L'aide publique sera radicalement réformée et réorientée vers les circuits courts, la santé, l'éducation, l'énergie solaire, les associations de femmes, le micro crédit, comme je l'ai vu au Sénégal, et cessera d'alimenter les gouvernements corrompus.

Cela me conduit à vous dire comment je conçois le rôle de la France dans le monde et la façon dont j'entends lui faire tenir son rang.

La France c'est un paysage que nous aimons, c'est aussi une grande Histoire, certes pas uniforme, mais avec des moments sublimes, quelquefois des abîmes et, en arrière-plan, la grande lumière jamais éteinte de la Révolution française.

C'est également une langue dont Fernand Braudel nous a enseigné la part qui est la sienne dans la construction de notre identité. N'oublions jamais la dimension de la francophonie. Il y aura, en 2050, trois cents millions d'hommes et de femmes qui parleront français ! Je souhaite qu'il y en ait davantage. Bien davantage. Je souhaite une France qui parle, dans sa langue, sa propre langue, au monde.

Car la France c'est plus que la France. La France c'est ce drôle de pays qui, comme disait André Malraux, n'est jamais aussi grand que lorsqu'il l'est pour tous les hommes. La France ce sont des valeurs exigeantes et belles proclamées par la Révolution française. La France ce sont des valeurs universelles qui nous obligent et que nous devons porter haut pour ne pas décevoir ceux qui ont foi en nous. L'Histoire de France est une Histoire vivante. C'est une histoire qui, parce qu'elle est vivante, doit continuer de parler au monde.

Le monde... Nous savons tous ce qu'il en est : la mondialisation, les échanges, les influences croisées et fertilisantes, mais aussi le tohu-bohu, l'iniquité, le malheur, les crimes de masse, les guerres. Je ne veux pas d'une France qui aurait la tentation de s'éloigner de la scène, de renoncer, de laisser faire. Je ne veux pas d'une France qui laisserait ce monde se casser, éclater en morceaux, en blocs de vie et de pensée hostiles les uns aux autres. Je ne veux pas d'une France qui se résignerait à sortir de l'Histoire. Allons-nous rester là, spectateurs muets, apeurés, bientôt victimes ? Avons-nous quelque chose à dire, encore, au monde ? Avons-nous quelque chose, encore, à lui apporter ? Les Français le croient. Les Français le veulent. Je le crois et le veux avec eux. Les fins de la politique de la France, si je suis élue, seront simples et fidèles à notre vocation la plus haute : la paix, bien sûr ; la sécurité pour les Etats ; mais aussi la justice pour les peuples et le développement pour tous.

La paix ? Elle n'est possible que fondée sur l'équilibre d'un monde multipolaire. C'est pourquoi tous les efforts visant à faire redémarrer l'Europe et à en faire une puissance également politique seront poursuivis avec une ardeur particulière. C'est pourquoi tout sera fait pour remédier au déséquilibre des puissances qui est la règle d'aujourd'hui dans nos rapports avec nos partenaires et alliés. Et c'est pourquoi, aussi, la France, si je suis élue, pèsera de tout son poids pour que soit respecté le droit international. Celui-ci existe. Il n'est que de l'appliquer. Nous réclamerons de nos meilleurs amis que les résolutions du Conseil de Sécurité soient mises en œuvre, que les grands traités du désarmement, de l'environnement, soient respectés. La France et le Royaume-Uni ont la lourde responsabilité d'être membres permanents du Conseil de Sécurité. Nous y jouerons tout notre rôle, à l'écoute certes de nos partenaires européens mais aussi de tous les pays prêts à travailler avec nous. Le multilatéralisme, c'est la mobilité de l'action au service des principes que les Nations Unies ont fixés.

Veiller à la sécurité de tous, c'est aussi donner l'exemple. Et c'est pourquoi nous continuerons à déployer des forces au service du droit, s'il le faut, en Afrique comme au Proche-Orient.

La Justice pour les peuples exige que nous parlions fermement, en toutes circonstances, devant nos alliés, nos amis et en agissant dans toutes les instances où se bâtit aujourd'hui la justice internationale. Le développement implique que la France, qui fut l'une des premières à plaider pour l'aide publique, ne se paie pas de mots. Nous sommes tous terriblement en retard sur nos engagements à l'égard des pays défavorisés. Il faudra redoubler d'efforts. Il faudra que la France indique le chemin à tous ceux qui s'accommodent à bon compte des promesses non tenues et des inégalités criantes.

Le réalisme, c'est aussi choisir des priorités. Nous regarderons d'abord devant notre porte, et je vais vous surprendre : notre porte, c'est l'Afrique : L'Afrique est notre voisine. Elle est là, cette Afrique à laquelle m'attachent tant de liens. Elle est là, vivante, dynamique, mais accablée de maux et de tensions. Chaque Africain qui parvient à nous rejoindre en témoigne. Et il ne comprend pas qu'après tous nos beaux discours, nous tournions la tête et nous barricadions. Il ne comprend pas, parce que l'avenir, qui appartient aujourd'hui aux Chinois et aux Indiens encore oubliés, écartés, voici moins de vingt ans, appartiendra peut-être demain à son frère, à son fils, un Africain. De quoi souffre l'Afrique ? D'une économie mondiale absolument débridée qui ne laisse aucune chance à des productions agricoles fragiles et incapables de rivaliser avec les politiques de pays bardés d'atouts financiers et technologiques. Un peu de bon sens, un peu de justice, recommanderaient que l'on remette un peu d'ordre sur les marchés, que des avantages soient laissés aux pays les plus pauvres, que des préférences – il faut le dire – soient accordées par l'Europe à l'Afrique, quitte pour celle-ci, en échange, à savoir orienter ses achats vers l'Europe. Organisons, d'Europe vers l'Afrique et de l'Afrique vers l'Europe, des relations favorisées et équitables.

De quoi souffre la démocratie africaine ? D'un jeu trop brutal des alternances. Du poids des oligarchies. De la corruption de certaines élites. Et je n'oublie pas cette honte que fut, à la toute fin du XX^e siècle, le génocide des Tutsis au Rwanda : un crime contre l'humanité ; une insulte à l'humanité de l'homme ; un deuil pour le monde. Ni enfin, aujourd'hui, la tragédie du Darfour que la communauté internationale a sans doute le moyen de stopper : pourquoi ne le fait-elle pas ? pourquoi la France, la grande France, celle des internationalistes qui ont fondé notre parti, celle des Républicains qui croient que nous avons, sur la scène du monde, un rôle particulier, ne fait-elle pas pression pour que s'arrête le massacre ? L'Afrique est à la portée de la France et de l'Europe. Elle est à notre heure. Je veillerai à ce que celle-ci soit saisie et gardée. Il ne s'agira pas de manifestations éphémères, de cérémonies d'un jour, de tournées à bride abattue mais d'un effort opiniâtre sur pied égal avec les Africains, dirigeants ou non.

Notre voisin, c'est aussi, bien sûr, le Proche et Moyen-Orient. On plaidera pour des conférences. Je dis oui, naturellement. Mais je plaiderai surtout pour le réalisme et l'ambition. La paix au Proche-Orient suppose deux aspirations indissociables et également impérieuses : celle de la justice, celle de la sécurité. Il faut rendre justice aux Palestiniens. Mais il faut garantir la sécurité d'Israël et la vie de tous ses citoyens. L'objectif n'est pas inaccessible. Les Palestiniens modérés, démocrates, partisans du compromis, existent et refusent de se taire. Les Israéliens favorables au partage de la

terre sont une majorité ; ils ont des familles, des enfants, dont le destin passe par une paix durable et garantie. L'Europe peut peser en faveur de cette paix. La France, au sein de l'Europe, a l'autorité nécessaire pour rappeler les principes. Voyez, au Liban, notre participation à l'effort de la FINUL. Persévérons. Et, avec les autres, renouons le dialogue avant qu'il ne soit trop tard. Je pense à la Syrie et même à l'Iran Je me suis prononcée, vous le savez, pour la plus grande fermeté vis-à-vis du régime iranien en place et de ses provocations répétées ; mais cela ne me dissuadera jamais de maintenir le dialogue avec une population qui espère et croit en nous,

Nos partenaires ce sont bien sûr les autres membres permanents du Conseil de Sécurité : Chine, Russie, Etats-Unis. A nous de savoir comment travailler au mieux avec eux. La Chine est autre chose qu'un géant économique. Ce sera bientôt un géant politique. Je voudrais que la France fût l'une des premières à percevoir cette montée en puissance de la Chine, et en tire toutes les conséquences. Mais je voudrais aussi qu'elle soit à la pointe de la vigilance sur le non respect des droits humains en Chine. La démocratie est un bien commun. La démocratie, ce ne sont pas des valeurs réservées aux uns et interdites aux autres. Voilà ce que j'aurai à cœur, si je suis élue, de rappeler à mes partenaires chinois comme je l'ai déjà fait. Une France attentive, mobile, doit guetter chaque signe de mouvement et tenter de l'infléchir. La France que j'aime et à laquelle je crois doit se montrer intraitable dans la défense des valeurs liées à sa tradition d'humanisme et de Lumières.

Autre réalité : la Russie. Des liens séculaires, et très forts, nous unissent à la Russie. Nos peuples, nos deux peuples, ne se connaissent pas toujours assez mais se respectent. Et la Russie, d'ailleurs, appartient de plein droit, j'en suis intimement convaincue, à l'espace de la civilisation européenne. Raison de plus pour lui tenir, elle aussi, le langage de la vérité. Raison de plus, comme l'Allemagne nous en donne l'exemple, pour trouver le ton juste, lui dire ce qui ne va pas, lui manifester, sans chipotages, notre conviction qu'elle est européenne mais que, parce qu'elle est européenne, un certain nombre de valeurs s'imposent à elles. L'Europe a besoin de la Russie et la Russie de l'Europe. Je serai la Présidente de ce lien renforcé. Et je serai, aussi, une Présidente intraitable quand il s'agira de dénoncer les abus de droit, les entorses aux droits de l'homme, voire les crimes de guerre en Tchétchénie ou l'assassinat, en plein Moscou, de cette femme d'exception, honneur de sa profession, que fut la journaliste Anna Politkovskaïa. Partout où nous agissons, les Etats-Unis, bien sûr, ne seront pas loin. Ils sont là, puissants, amicaux, généreux et aussi, comme l'histoire récente l'a montré, emportés parfois jusqu'à l'erreur par le poids même de leur puissance. Nous vivrons avec eux, en partenaire solide, fiable, mais sans complexes non plus. La taille n'a rien à faire avec les principes. Le déséquilibre des puissances n'est jamais une raison de se taire – et on l'a bien vu, n'est-ce pas, à propos de l'Irak. La voix de la France, en l'espèce, ne fut, hélas, pas entendue. Mais elle n'en sonna pas moins juste. Et je voudrais, à l'avenir, qu'elle continue de sonner juste. Je voudrais qu'en parlant plus haut, et plus vrai, notre voix porte plus loin.

Ce respect des avis d'autrui qui manqua si tristement dans la guerre du Moyen-Orient, cette écoute de l'autre, j'en ferai la règle de notre conduite. Je veillerai à tenir compte de ce que pensent, non seulement les membres permanents du Conseil de Sécurité, mais les pays émergents, ces nouvelles puissances qui ont les moyens de leurs ambitions et qui, tôt ou tard, sauront se faire entendre. Nous savons la force de l'Inde, du Brésil, de

l'Afrique du Sud qui rejoignent ces autres piliers de la scène internationale que sont le Japon ou le Canada... Tous aspirent à modeler l'avenir, à ne pas laisser le monde entraîné par le seul mouvement de l'économie. Ils sont nos meilleurs alliés. Ils seront nos vertueux complices dans la volonté de réinventer les règles du jeu valant dans le concert des nations.

On nous dit que les Etats s'affaiblissent, que les nations s'évanouissent, que triomphent les grandes compagnies, que le Marché est le seul roi. C'est tout le contraire que montre la scène du monde. Et la France, en tout cas, ne craindra pas, je vous l'annonce, de tenir le rang qu'elle doit à son histoire. Elle agira sans humilité et sans arrogance. Mais elle tiendra son cap. Et elle affirmera ses principes.

Une chose que j'ai comprise, pendant ce temps où je me suis mise à l'écoute des Françaises et des Français c'est qu'ils aiment la France. Et, comme ils l'aiment vraiment, ils l'aiment grande, ouverte, accueillante aux opprimés, soucieuse de la misère du monde. C'est ce souci, aussi, que je veux porter. C'est à ce message que je veux être fidèle. On dit les Français égoïstes, repliés sur eux-mêmes, leurs petits soucis. Tout dépend de ce qui leur est proposé.

Car notre peuple est, aussi, un peuple généreux. C'est le peuple qui a inventé les Médecins sans frontières et les Médecins du Monde. C'est l'un des peuples où le mouvement associatif est le plus vivant. Je serai la Présidente de cette République-là, celle où l'on sera sans indulgence pour les dictateurs, quelle que soit leur couleur politique.

Cette République là où l'on sera implacable avec les purifications ethniques, les génocides, cette honte pour le genre humain. Je rêve d'une France qui, encore une fois, retrouvera sa vocation qui est de parler à tous et de le faire au nom de l'Universel et de ses valeurs. Cette France, nous allons la faire, celle qui, sur la scène du monde aussi, travaillera à instaurer un ordre juste.

Je compte sur chacun d'entre vous pour porter juste, haut et fort cette parole.

Vivre la République ! Vive la France !